

Mercredi 10 mars 2021

Lettre ouverte en soutien au projet de loi C-15

« La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones constitue le cadre pour la réconciliation à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la société canadienne. » – Commission de vérité et réconciliation du Canada, Principes de la réconciliation, Principe no 1.

Le Parlement a une occasion historique de faire progresser la réconciliation.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est un instrument de consensus mondial en matière de droits de la personne qui élabore des normes minimales nécessaires « à la survie, à la dignité et au bien-être des peuples autochtones ». La mise en œuvre de ces normes est essentielle à l'amélioration de la vie des peuples autochtones au Canada et dans le monde, et au respect des engagements formels et pressants du Canada en matière de droits de la personne.

Les députés de la Chambre des communes et les membres du Sénat doivent veiller à ce que le projet de loi C-15 (Loi concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) soit adopté d'ici la fin de la session parlementaire.

La Déclaration affirme les droits intrinsèques des peuples autochtones et les obligations correspondantes des États. La Commission de vérité et réconciliation a eu raison de placer la Déclaration de l'ONU au cœur de sa vision de la réconciliation. La Déclaration condamne les doctrines, les lois et les croyances racistes et coloniales qui continuent de causer tant de préjudices aux peuples autochtones. Elle fournit également les principes et les mécanismes de réparation visant ces préjudices, ainsi que des protections qui garantissent que ces violations ne soient jamais répétées.

À maintes reprises, le Canada s'est engagé à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies. Le gouvernement fédéral a même énoncé cet engagement dans le préambule des lois récentes du Parlement, comme la Loi sur les langues autochtones. Le projet de loi C-15 vise à mettre en pratique ces engagements.

- Le projet de loi C-15 souligne et renforce l'intention exprimée dans la Déclaration de l'ONU de rejeter le racisme et autres formes de discrimination, le colonialisme, l'assimilation forcée et la destruction de la culture.
- Le projet de loi oblige le gouvernement du Canada à travailler avec les peuples autochtones afin d'établir les priorités et les processus de mise en œuvre des diverses dispositions de la Déclaration, et à faire annuellement rapport au Parlement sur les progrès réalisés.
- Le projet de loi précise le fait que la Déclaration, comme d'autres instruments internationaux en matière de droits de la personne, est déjà invoquée par les tribunaux pour interpréter les lois canadiennes.
- En particulier, le projet de loi exige également un processus de collaboration en matière d'examen et de réforme juridiques pour rendre les lois fédérales compatibles avec les droits de la personne énoncés dans la Déclaration.

Il s'agit de mesures importantes, pratiques et réalisables qui méritent l'appui de l'ensemble des Canadiens.

Nous sommes conscients qu'un précédent effort visant à respecter les obligations de mise en œuvre du Canada, le projet de loi C-262, est mort au Feuilleton en raison d'une obstruction et d'un retard injustifiés du processus parlementaire. Il ne faut pas retarder davantage la mise en œuvre des obligations du Canada à l'égard de la Déclaration de l'ONU.

Quelques organisations de peuples autochtones, y compris les organisations représentées dans la présente lettre, proposent ou appuient des modifications visant à préciser et à renforcer le projet de loi C-15. Nous croyons que le processus parlementaire peut tenir pleinement compte de ces amendements, tout en veillant à ce que le projet de loi C-15 soit adopté d'ici la fin de la session parlementaire.

Des mesures concrètes pour intégrer la Déclaration des Nations Unies dans la législation et la politique canadiennes s'imposent et se font attendre depuis longtemps. L'adoption du projet de loi C-15 devrait être une priorité absolue pour tous les députés et sénateurs.

Nations, Governments, and Organizations

Amnesty International Canada / Amnistie Internationale Canada	Dogwood Initiative	National Association of Women and the Law/Association nationale Femmes et Droit
Assembly of First Nations	First Nations Summit	OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
BC Assembly of First Nations	Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) / Cree Nation Government	Oxfam Canada
British Columbia Treaty Commission	The Hispanic Development Council	The Presbyterian Church in Canada
Canadian Arab Anti-discrimination Committee	Hul'qumi'num Treaty Group (Cowichan Tribes, Penelakut Tribe, Halalt First Nation, Lyackson First Nation, Ts'uubaa-asatx First Nation)	Public Service Alliance of Canada / Alliance de la Fonction publique du Canada
Canadian Arab Federation	Human Rights Research and Education Centre at the University of Ottawa	Raoul Wallenberg Centre for Human Rights
Canadian Council for Refugees / Conseil canadien pour les réfugiés	Human Rights Watch	RAVEN (Respecting Aboriginal Values and Environmental Needs)
Canadian Friends Service Committee (Quakers)	Inuit Circumpolar Council	Regroupement des centres d'amitiés autochtones au Québec
Canadian Labour Congress	Jesuits of Canada / Jésuites du Canada	Skidegate Band Council
Canadian Parks and Wilderness Society, Yukon Chapter	KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives	South Asian Legal Clinic of Ontario (SALCO)
Chinese & Southeast Asian Legal Clinic	Ligue des droits et libertés	Southeast Alaska Indigenous Transboundary Commission (SEITC)
Citizens for Public Justice / Citoyens pour une politique juste	McMaster Centre for Human Rights and Restorative Justice	
Colour of Poverty Colour of Change	Mennonite Church Canada Indigenous-Settler Relations	
Conseil central du Montréal métropolitain – CSN	Métis National Council	
Cooperation Canada	Nunavut Tunngavik Inc	

Individuals

Jennie Abell, Associate Professor (retired)	Sébastien Brodeur-Girard, Professeur, École d'études autochtones (UQAT)	Nancy Crépeau, Professeure, éducation autochtone, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa	Ian Gill, Founding partner, Salmon Nation
Laurie Adkin, Professor of Political Science, University of Alberta	Bruce Broomhall, Professeur, Département des sciences juridiques, UQAM	Michael Dan, O.C., O.O., Toronto	Jill Glessing
Melanie Adrian, Associate Professor, Carleton University	Laurie Buffalo, Councillor, Samson Cree First Nation	Richard Devlin, Dalhousie University, Schulich School of Law	Avvy Yao-Yao Go, Barrister & Solicitor, Clinic Director, Chinese & Southeast Asian Legal Clinic
Greg Albo, Professor, Department of Politics, York University	Michael Byers, Professor & Canada Research Chair in Global Politics and International Law, University of British Columbia	Bernard Duhaime, Professeur titulaire, Département des sciences juridiques, UQAM	Joyce A. Green, Professor, Department of Politics and International Studies, University of Regina
Peter Andrée, Professor, Department of Political Science and Co-Director, Carleton Centre for Community Innovation, Carleton University	William K. Carroll, Professor of Sociology and Co-director, the Corporate Mapping Project, University of Victoria	Terra Duncan, Dalhousie University	Fr. Alfred Grzempa OMI, Provincial Superior, Assumption Province, Oblates of Mary Immaculate
Hugo Asselin, Professeur titulaire et directeur de l'École d'études autochtones, UQAT	Cynthia Chambers, Professor Emerita, University of Lethbridge	Mary Eberts, O.C	Lucie Guibault, Associate Dean, Academic Associate Director Law and Technology Institute Schulich School of Law
Lloyd Axworthy, former Foreign Affairs Minister	Paul Champ, Lawyer	Paul Eid, Professeur, Département de sociologie, UQAM	Brenda Gunn, Faculty of Law, University of Manitoba
Nigel Bankes, Professor and Chair of Natural Resources Law, Faculty of Law, University of Calgary	Larry Chartrand, Emeritus professor, Faculty of Law, University of Ottawa	Pearl Eliadis, human rights lawyer, Adjunct Professor, Faculty of Law and Max Bell School of Public Policy, McGill University	Joe Gunn, Executive Director, Le Centre Oblat – A Voice for Justice
Marie Battiste, Department of Educational Foundations, University of Saskatchewan	Aldo Chircop, Professor of Law & Canada Research Chair in Maritime Law & Policy, Marine & Environmental Law Institute, Schulich School of Law, Dalhousie University	Bernie M. Farber, Former CEO Canadian Jewish Congress	Bonny Ibhawoh, Professor, Senator William McMaster Chair in Global Human Rights; Director, Centre for Human Rights and Restorative Justice, Department of History / Centre for Peace Studies, McMaster University; Chair, United Nations Expert Mechanism on the Right to Development
Richard Barwell, Doye /Dean, Faculté d'éducation/Faculty of Education, Université d'Ottawa	Ana Nicole Collins	Margery Fee, Professor Emerita, University of British Columbia	Sa'ke'j Henderson, Research Fellow, College of Law, University of Saskatchewan
Suzu Basile, Professeure, École d'études autochtones, UQAT	Matthew Coon Come, Former National Chief, AFN, Former Grand Chief Grand Council of the Crees/Cree Nation Government	Robert Fox	Aaron Hill, Executive Director, Watershed Watch Salmon Society
Dianne Bedford	Irwin Cotler, Chair of Raoul Wallenberg Centre for Human Rights and former Minister of Justice and Attorney General of Canada	Donna Franey, Executive Director, Dalhousie Legal Aid Service	Mike Hogeterp, Christian Reformed Centre for Public Dialogue
Céline Bellot, Directrice école de travail social, Université de Montréal	Dr. Selena Couture, Department of Drama, University of Alberta	Hadley Friedland, Assistant Professor, University of Alberta Faculty of Law	Nicolas Houde, Professeur, Département de science politique, UQAM, Directeur du GRIAC / CIERA-Montréal
Peter Bisson, SJ, Jesuit Office for Justice, Ecology and Indigenous Relations	Aimée Craft, Professeure agrégée / Associate Professor, Programme de common law en français /French Common Law, Faculté de droit /Faculty of Law, Université d'Ottawa	Ellen Gabriel, Kanien'kehá:ka Activist from Kanehsata:ke	Hup-Wil-Lax-A, Kirby Muldoe
Rabbi Elizabeth Bolton, Or Haneshamah: Ottawa's Reconstructionist Community		Leah Gazan, Member of Parliament	Mylène Jaccoud, Professeure titulaire, École de
Ivy Lynn Bourgeault, Sociological & Anthropological Studies, University of Ottawa		Karine Gentelet, Professeure agrégée/Associate Professor, Sciences sociales, Université du Québec en Outaouais	
		Rachel yacaa?al George, Assistant Professor, Department of Political Science, University of Alberta	

criminologie, Université de Montréal	Professor, Section de common law / Common Law Section, Faculté de droit / Faculty of Law, Université d'Ottawa / University of Ottawa	Michel Morin, Professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal	Directeur, Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne / Human Rights Research and Education Centre, Université d'Ottawa
Martha Jackman, Professor, Faculty of Law, University of Ottawa	Margot Latimer, Dalhousie University	Catherine Morris, Executive Director, Lawyers' Rights Watch Canada	
Sébastien Jodoin, Assistant Professor & Canada Research Chair in Human Rights, Health, and the Environment, McGill University, Faculty of Law	Jodi Lazare, Assistant Professor, Schulich School of Law, Dalhousie University	Ted Moses, former Cree Ambassador to the UN	Jeremy Patzer, Assistant Professor, Department of Sociology and Criminology, University of Manitoba
Paul Joffe, Lawyer	Katia Lelièvre, Troisième vice-présidente, Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Hereditary Chief Na'Moks, John Ridsdale, Tsayu Clan of the Wet'suwe'ten Nation	Shannon Perez, Justice and Reconciliation Mobilizer, Christian Reformed Church
Kelsey Jones, Director, Indigenous Blacks and Mi'kmaq Initiative, Schulich School of Law, Dalhousie University	Lois M. Leslie, Barrister and Solicitor	Val Napoleon, Law Foundation Chair of Aboriginal Justice and Governance, Provost's Community Engaged Scholar, Faculty of Law, University of Victoria	Rosemary Phillips, Treaty Negotiator, Ktunaxa Kinbasket Treaty Financing Society
K'yuuhgáansii - Frederick Olsen, Jr., Executive Director, Southeast Alaska Indigenous Transboundary Commission (SEITC)	Dominique Leydet, Professeure, Département de philosophie, UQÀM	Alex Neve, Senior Fellow, Graduate School of Public and International Affairs, University of Ottawa, Adjunct Professor, Faculties of Law, University of Ottawa and Dalhousie University	John Reid, Professor Emeritus of History, Saint Mary's University
Stephen Kakfwi, Dene Leader, former Premier of Northwest Territories	Sheryl Lightfoot, Canada Research Chair of Global Indigenous Rights and Politics, University of British Columbia	Nicholas Ng-A-Fook, Professeur titulaire, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa	Margaret Robinson, Canada Research Chair in Reconciliation, Gender, & Identity, Coordinator, Indigenous Studies, Assistant Professor, Departments of English, Sociology & Social Anthropology, Dalhousie University
Jennifer Koshan, Professor, Faculty of Law, University of Calgary	Chief Wilton Littlechild, Truth and Reconciliation Commissioner	Joshua Nichols, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Alberta	Thierry Rodon, Département de science politique, Université Laval
Cheryl Knockwood, Chair of Nova Scotia Human Rights Commission	Michael Lynk, Professor, Faculty of Law, Western University, London, Ontario	Matthew Norris, President, Urban Native Youth Association	Audrey Rousseau, Professeure, Université du Québec en Outaouais
Kate Korycki, Gender Sexuality and Women's Studies, Western University	Debbie Martin, Canada Research Chair, Indigenous Peoples' Health and Well-Being, Dalhousie University	Eric C. J. Oliver, Assistant Professor in Physical Oceanography, Department of Oceanography, Dalhousie University	Peter H. Russell, Professor emeritus of political science at the University of Toronto,
Sarah Wylie Krotz, Associate Professor and Interim Director, Canadian Literature Centre, Department of English and Film Studies, University of Alberta	David MacDonald, Professor, Political Science, University of Guelph	Martin Z. Olszynski, Associate Professor, Faculty of Law, University of Calgary	Romeo Saganash
Kiera Ladner, Canada Research Chair in Miyo we'citowin, Indigenous Governance and Digital Sovereignities, Professor, Political Science, University of Manitoba	Mireille McLaughlin, Professeure, Université d'Ottawa	James O'Reilly, O.C. A.d.E.	Jean Philippe Sapinski, Professeur adjoint, Maîtrise en études de l'environnement, Université de Moncton
Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU	Kent McNeil, Emeritus Distinguished Research Professor at Osgoode Law School, York University	Darren O'Toole, Professeur agrégé/Associate Professor, Faculté de droit/Faculty of Law (Common Law), École d'études politiques/School of Political Studies, Université d'Ottawa	Craig Scott, Professor of Law, Osgoode Hall Law School of York University
Fannie Lafontaine, Professeure, Faculté de droit, Université Laval	Naiomi W. Metallic, Chancellor's Chair in Aboriginal Law and Policy, Assistant Professor, Schulich School of Law, Dalhousie University	John Packer, Neuberger-Jesin Professor of International Conflict Resolution / Professeur Neuberger-Jesin sur la résolution de conflits internationaux;	Sara Seck, Associate Professor, Schulich School of Law, Dalhousie University
David Langtry, former Acting Chief Commissioner, Canadian Human Rights Commission	Rabbi Daniel Mikelberg, Ottawa		Scott Simon, Professeur, École d'études sociologiques et anthropologiques, Université d'Ottawa
François J Larocque, Professeur titulaire / Full	Ry Moran, Associate University Librarian - Reconciliation, University of Victoria		Penelope Simons, Professeure agrégée / Associate Professor et Vice-doyenne à la recherche /

Vice Dean Research, Faculté de droit / Faculty of Law, Université d'Ottawa

Kerry Sloan, Assistant Professor, Faculty of Law, McGill University

Paula Speevak, President & CEO, Volunteer Canada

Marie-Eve Sylvestre, Doyenne et professeure titulaire, Faculté de droit civil, Université d'Ottawa

Christina Szurlej, Director, Atlantic Human Rights Centre and Associate Professor, Human Rights Program, St. Thomas University

Père Luc Tardif OMI, Supérieur provincial, province de Notre Dame du Cap, Oblats de Marie Immaculée

Andrew S. Thompson, CIGI Senior Fellow and Adjunct Assistant Professor, Political Science, University of Waterloo; Manager, Global Governance Programs and Partnerships Balsillie School of International Affairs

Fr. Ken Thorson OMI, Provincial Superior, OMI Lacombe Canada, Oblates of Mary Immaculate

Mary-Ellen Tyler, Professor School of Architecture, Planning, and Landscape, University of Calgary

David VanderZwaag, Professor, Schulich School of Law

Karine Vanthuyne, Professeure agrégée, Directrice adjointe & Responsable des études de baccalauréat en anthropologie de l'Écoles d'études sociologiques et anthropologiques, Co-responsable du comité d'autochtonisation et décolonisation de la Faculté des sciences sociales, Chaire en enseignement universitaire (2020-2023), Directrice du GRITE, Université d'Ottawa

Jonnette Watson Hamilton, Professor, Faculty of Law, University of Calgary

Deborah Wilkins

Kerry Wilkins, Faculty of Law, University of Toronto,

Michelle Williams, Assistant Professor, Schulich School of Law

Sue Wilson, Federation of Sisters of St. Joseph of Canada

Frankie Young, Assistant Professor, Western University Faculty of Law

